

TUNISIE

Guerre d'usure et veillée d'armes chez Ennahda et l'opposition

La guerre d'usure se poursuit en Tunisie entre l'opposition démocratique et les islamistes d'Ennahda au pouvoir. Au cinquième jour depuis l'assassinat de l'opposant de gauche Mohamed Brahmi par des islamistes, point de départ de cette nouvelle crise politique, la situation est marquée par de fréquents affrontements entre les deux camps même si, pour le moment, l'on n'a pas enregistré des cas d'embrasement majeurs.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

- Deux foyers de tension se distinguent toutefois : le quartier le Bardo de Tunis où se situe le siège de l'Assemblée nationale constituante à dominance islamiste et la ville de Sidi Bouzid. Chaque soir après le ftour, c'est devenu un rituel depuis la nuit de vendredi à samedi derniers, pro et anti-Ennahda se donnent rendez-vous effectivement devant le siège de l'ANC. Les islamistes d'Ennahda pour s'éviter un scénario à «l'égyptienne», et les opposants démocrates pour en précipiter l'avènement, au contraire.

«Ghenouchi assassin !», «Ennahda dégage !», «Nous ne voulons plus du gouvernement des assassins !» et bien d'autres slo-

gans du genre sont brandis et entonnés régulièrement par les manifestants anti-islamistes, essentiellement composés des partisans de l'opposition démocratique et laïque et généralement encadrés par des députés démissionnaires de l'Assemblée constituante et dont le nombre (de ces parlementaires) a atteint 65 pour le moment. Fort déterminés, ces opposants ne reculent devant rien.

Ni la répression policière, ni les contre-manifestations des sbires d'Ennahda. Ils comptent même passer à un stade supérieur dans la contestation avec des sit-in permanents devant le siège de l'ANC. Ceci, tandis qu'à Sidi Bouzid, où l'on a même franchi le pas, en se

disant en situation de désobéissance civile, la contestation du régime Ennahda est beaucoup plus forte.

Hier lundi, à l'aube, de violents affrontements ont été signalés entre les manifestants qui tentaient d'investir les locaux du gouvernement et la police.

C'est dire que l'ambiance générale dans le pays fait craindre le pire et une explosion à tout moment. C'est d'autant plus redouté que les deux forces principales du pays, le gouvernement islamiste d'un côté et l'Union générale des travailleurs tunisiens de l'autre, ont tenu, chacun de son côté, une réunion d'urgence, hier.

L'AFP, citant une source gouvernementale, annonçait, hier dans la journée que «le gouvernement se réunit pour prendre des décisions importantes».

Au moment où la puissante Union des travailleurs, qui compte pas moins de 500 000 adhérents, et qui a franchement choisi son camp, celui de l'opposition démocratique,



Photo : DR.

De fréquents affrontements entre les deux camps sont signalés.

annonçait, elle, par la voix de son secrétaire général adjoint, une «réunion où seront prises des décisions historiques, comme celles du 14 janvier 2011».

Cette réunion décisive devait avoir lieu hier dans la soirée.

Autrement dit, l'on a affaire à une véritable veillée d'armes et la Tunisie, quelque peu «oubliée» par la communauté internationale ces trois derniers jours, risque fort de reprendre le devant de la scène.

K. A.

MALI

Des estimations non officielles donnent IBK pour gagnant dès le premier tour

Si les résultats du scrutin ne seront connus que vendredi, la presse malienne a spéculé sur une éventuelle victoire écrasante, dès le premier tour, de l'ancien chef du gouvernement Ibrahim Boubacar Keïta (IBK).

Au lendemain du premier tour de la présidentielle au Mali, qui s'est déroulé dans la sérénité et où les Maliens se sont fortement mobilisés, allant massivement aux urnes avec l'espoir de sortir de la crise, la France, qui a libéré le nord malien des mains de rebelles touareg et supervisé les élections par le biais de ses 3 200 soldats encore stationnés dans le pays, a exprimé son soulagement.

Elle l'a plutôt crié, à travers trois voix. Celui de son président François Hollande, son Premier ministre Jean-Marc Ayrault et enfin le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

Le premier a salué «le bon déroulement du scrutin, marqué par une mobilisation importante et une absence d'incident majeur». Le deuxième s'est félicité «que les élections au



Photo : DR.

Ibrahim Boubacar Keïta.

Mali se soient passées dans de bonnes conditions en attendant les résultats officiels», qua-

lifiant l'opération de «grand succès pour la France», et le troisième a estimé que «les Maliens ont contredit les oiseaux de mauvais augure, démontrant qu'ils croient en l'avenir de leur pays et une remise en selle d'un pays qui se retrouve».

Cependant, quelques «dysfonctionnements ont pu gêner des électeurs n'ayant pas trouvé leurs noms sur les listes des bureaux de vote où ils étaient inscrits, mais ont été réglés au fur et à mesure, selon le réseau d'appui au processus électoral au Mali qui avait déployé 2 100 observateurs indépendants dans tout le pays».

L'élection, a appuyé le chef des observateurs de l'Union européenne, Louis Michel, a suscité un engouement certain et s'est déroulée dans de bonnes conditions. Ainsi, pas un seul acte de violence, ni d'incident majeur ne sont venus ternir le scrutin, en dépit des menaces d'attentats du Mujao.

Et, le taux de participation à cette joute, y compris à Kidal, chef-lieu de région dans le nord-est du Mali et fief des Touareg et de leur

rébellion, où, en raison de vives tensions entre Noirs et Touareg, le vote était incertain il y a peu, pourrait être plus élevé que celui des présidentielles précédentes qui n'a pas dépassé les 40%.

Les résultats provisoires et officiels doivent être publiés au plus tard le vendredi 2 août, mais des premiers résultats collectés par des journalistes maliens dans des bureaux de vote à travers le pays, donnaient une nette avance à l'un des deux favoris, Ibrahim Boubacar Keïta en l'occurrence.

Des résultats, non officiels qui indiquent que IBK pourrait même l'emporter au premier tour, face à son principal rival Soumaïla Cissé, ancien ministre des Finances et ex-dirigeant de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Un second tour est prévu le 11 août, si jamais aucun candidat n'obtiendrait la majorité.

L. H. et AFP.

ÉGYPTE

Les pro-Morsi appellent à une manifestation massive aujourd'hui

Les partisans de Mohamed Morsi ont appelé à de nouvelles manifestations massives mardi pour réclamer son retour au pouvoir en dépit des mises en gardes des nouvelles autorités ayant menacé de se montrer «fermes» face aux protestataires.

L'impasse politique dans laquelle se trouve l'Égypte, bientôt quatre semaines après la destitution de Mohamed Morsi, a décidé la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton à revenir au Caire hier, sa deuxième visite en moins de deux semaines, pour rencontrer des membres du gouvernement et de l'opposition. Plusieurs ONG égyptiennes ont par ailleurs appelé hier au départ du ministre de l'Intérieur après la mort samedi de 72 personnes dans des violences opposant des partisans de M. Morsi à la police au Caire. Elles ont également appelé les Frères musulmans, qui mènent le mouvement réclamant le retour du président islamiste destitué le 3 juillet, à renoncer à la violence. Une coalition de groupes islamistes favo-

rables à Mohamed Morsi a appelé à une mobilisation de masse pour mardi et à converger dès lundi soir vers «les bâtiments administratifs des forces de sécurité» pour dénoncer «l'usage de balles réelles contre des manifestants pacifiques» samedi.

Ces heurts, qui ont été les plus meurtriers depuis la destitution du président Morsi, ont ravivé les tensions entre les deux camps qui se rejettent la responsabilité des violences. Dimanche, le Conseil de défense nationale, présidé par le chef de l'État par intérim Adly Mansour, a lancé une sévère mise en garde aux manifestants promettant des «mesures décisives et fermes» s'ils «outrepassaient leur droit à l'expression pacifique». L'armée a diffusé son propre avertissement tôt hier dans des tracts adressés aux «honorables fils de la nation» lancés depuis des hélicoptères survolant le campement des pro-Morsi au Caire : «Nous vous appelons à ne pas vous approcher des installations ou unités militaires, aidez-nous à protéger votre sécurité.» Mais les pro-Morsi semblent déterminés. Ils ont appelé à une

manifestation aujourd'hui réunissant «un million de manifestants» sous le slogan «les martyrs du coup d'État». Cet appel à manifester fait craindre une nouvelle flambée de violences alors que plus de 300 personnes sont mortes dans les troubles en Égypte en un peu plus d'un mois.

Outre l'attaque de samedi, les violences politiques ont fait deux morts et une trentaine de blessés dimanche parmi les pro-Morsi. Un officier de police, blessé dans les violences de samedi, a succombé hier, alors qu'un soldat a été tué dans la nuit de dimanche à lundi dans le Sinaï, région en proie à une rébellion larvée et où 10 militaires ont été tués depuis le début du soulèvement contre M. Morsi.

Par ailleurs, Catherine Ashton a eu de premiers entretiens avec les nouvelles autorités, notamment le vice-président aux Affaires internationales, Mohamed El-Baradei. Elle devait également rencontrer des responsables des Frères musulmans dont est issu M. Morsi ainsi que des responsables du mouvement Tamarrod (rébellion), à l'origine des manifestations

monstres du 30 juin qui ont précédé le coup militaire ayant destitué M. Morsi. M^{me} Ashton a affirmé dans un communiqué qu'elle appellerait «à une transition (...) englobant les Frères musulmans». Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a pour sa part averti que chaque mort rendrait plus difficile la sortie de crise et le secrétaire d'État américain John Kerry s'est déclaré «très inquiet».

Les partisans de M. Morsi ont affirmé, par l'intermédiaire d'un porte-parole des Frères musulmans, qu'ils accepteraient «toute initiative, pourvu qu'elle soit fondée sur la restauration de la légitimité et annule le coup d'État».

La coalition islamiste et une source de la Sécurité ont par ailleurs fait part de l'arrestation d'Aboul Ala Mady et Essam Soultan, président et vice-président du parti Wasat, dimanche matin par les autorités. Selon l'agence officielle MENA, les deux dirigeants du Wasat faisaient l'objet d'une enquête pour incitation à la violence et au meurtre. Cette formation islamiste modérée est partie prenante des manifestations réclamant le retour au pouvoir de M. Morsi.